

*Les subsides*

en prenant un verre, avec les parlementaires européens qui nous disaient: «Vous avez parfaitement raison sur la question des phoques, nous savons que vous avez raison, que notre projet de loi ne tient pas debout, nous savons que les phoques ne sont pas menacés d'extinction, mais, mon cher ami, mes électeurs le croient. Et si je ne vote pas contre la chasse aux phoques et l'importation de fourrure de phoque, mes électeurs vont m'éjecter d'ici».

On a la même situation aux États-Unis. Je pense que nous pouvons aller discuter en tant que parlementaires avec d'autres législateurs, et établir les paramètres du problème. Nous pouvons en discuter de façon rationnelle. Nous pouvons aller au fond du Rapport de la Commission du Commerce international qui a soigneusement étudié toute la question et établi qu'il n'y avait effectivement pas de subvention injuste. Nous pourrions écarter les plaintes de l'industrie et des législateurs américains qui disent que les terres forestières du Canada sont la propriété des gouvernements provinciaux et que cela constitue une forme de subvention, en leur expliquant qu'il s'agit d'une question de juridiction et de souveraineté.

Nous pourrions étudier la situation du dollar canadien face au dollar américain et constater logiquement que cette situation a favorisé ces dernières années nos exportations de produits, qu'il s'agisse de bois, de poisson ou de minerai de fer. En tant que législateurs, nous pourrions convenir que les projets de loi présentés par M. Weaver et M. Bonker ainsi que d'autres ne reposent pas sur des fondements sérieux. Ce sont des réponses politiques à l'électorat local. Elles constituent une position commerciale unilatérale et bornée qui pourrait ultimement avoir les conséquences décrites par le député de Skeena (M. Fulton), nous entraînant dans une période de guerre commerciale, de restrictions des échanges entre le Canada et les États-Unis.

Ce qu'il incombe à la Chambre et au gouvernement du Canada de faire, c'est de persuader les dirigeants américains que les Canadiens considèrent cette question non seulement comme sérieuse mais extrêmement grave. C'est une question qui ne peut faire l'objet de négociations. Nous refusons de troquer 75,000 emplois dans l'industrie forestière contre le conclusion d'un accord de libre-échange. Nous n'en sommes pas encore là.

● (1200)

Ce qu'il faut aussi faire, c'est de nous adresser à ceux-là mêmes qui ont élu des législateurs qui ont présenté ces projets de mesures au Congrès des États-Unis. Si le gouvernement du Canada n'est pas prêt à passer des paroles aux actes en permettant à des organismes non gouvernementaux d'intervenir, parce que c'est là une des possibilités, il aura alors refusé de livrer la première bataille et acceptera de perdre la guerre.

En ce qui concerne notre balance commerciale, le secteur forestier représente plus que les pêches, l'agriculture, les mines et maintenant plus que jamais, le pétrole et le gaz réunis. Il représente directement ou indirectement un emploi sur dix. Une fois franchie la ceinture industrielle qui s'étend le long de la frontière, surtout en Ontario et au Québec, la forêt devient le pivot de toutes les économies régionales et locales. Ceux qui écoutent le présent débat et qui habitent des villes papetières comme Stephenville dans ma circonscription, ou Kenora dans le nord de l'Ontario, ou d'autres villes semblables au Québec, ne devraient pas s'imaginer que cette question intéresse surtout

la Colombie-Britannique. Car ce n'est pas le cas. Les travailleurs de la Colombie-Britannique sont les premiers visés par les mesures protectionnistes qu'on propose au sud de notre frontière. Si cette menace n'est pas écartée, tous ceux qui vivent de l'industrie papetière en dehors de la Colombie-Britannique, ceux-là seront les prochaines victimes. S'ils peuvent justifier leur position sur le régime du droit de coupe, l'appartenance de terres forestières aux provinces et la faiblesse du dollar canadien, les Américains ne tarderont pas à conclure qu'ils peuvent justifier le même régime pour tous les autres produits forestiers en provenance du Canada.

Il faudrait que la Chambre adopte une attitude non partisane à cet égard. Je crois que le gouvernement, de même que beaucoup d'entre nous, ont trop tardé à reconnaître la gravité de la situation. Nous n'avons pas vu dans quelle mesure les lobbyistes américains étaient déterminés, et comment les citoyens américains ordinaires sont privés d'information relativement à la portée de ces barrières commerciales.

Cela dit, il incombe au gouvernement, en fait à tous les parlementaires, de fournir les ressources nécessaires, en l'occurrence financières, aux représentants de cette industrie qui iront aux États-Unis sensibiliser les citoyens américains à leur cause et les amener à cesser de faire pression sur leurs élus. En réalité, ces représentants cèdent à leurs intérêts politiques. Les mesures proposées ne s'inspirent pas de véritables motifs économiques. Elles s'inspirent plutôt du désir d'un certain nombre de législateurs américains d'être réélus. Ceux d'entre nous qui se sont rendus à Washington le savent bien. En privé, les législateurs le reconnaissent.

Cette question me paraît tellement importante que j'endosserais volontiers toute mesure gouvernementale visant à fournir les ressources nécessaires. Je sais que le gouvernement redoute d'être accusé de se mêler de la politique d'un autre pays et autre choses du genre. Pourtant, l'ancien ambassadeur des États-Unis, M. Robinson, ne se gênait pas pour dire ce que le gouvernement américain, voire le peuple américain, pensait de notre politique sur les investissements étrangers, notre politique de défense, nos subventions aux entreprises et nos politiques économiques régionales. Si le représentant du président des États-Unis au Canada peut se permettre ce genre de chose, des choses parfois strictement intérieures, assurément le ministre du Commerce international conviendra que pour une question qui intéresse des millions de Canadiens, nous ne devons pas hésiter à nous adresser directement au peuple américain, sans passer par les responsables ni les législateurs américains. Il faut lui faire comprendre ce qu'il adviendra si le Congrès des États-Unis adopte une pareille mesure.

Il existe une clientèle aux États-Unis qui pourra nous aider dans ce dossier. On y a formé une coalition qui réunit des constructeurs d'habitations, des journaux, des syndicats, des sociétés ferroviaires et d'autres groupes qui ont déjà dit qu'ils s'opposaient à une pareille mesure. Nous avons également d'autres alliés. Le gouvernement se doit donc de prendre de nouvelles mesures plus concrètes pour unir, sur place, ses efforts à ceux de cette coalition. Nous devons mettre toutes les ressources nécessaires à la disposition d'un organisme compétent qui se chargera de défendre notre cause. Autrement, notre industrie forestière pourrait fort bien connaître le triste sort de la chasse aux phoques. Aucun député, le moins honnête, le moins intègre ne croit sincèrement que cette